

COMITÉ CONSULTATIF DE GESTION ÉCONOMIQUE

Compte rendu

Le 1^{er} novembre 2001
Immeuble Sir Charles Tupper, pièce C554
2720, promenade Riverside
Ottawa (Ontario) K1A 0K9

Co-présidents : Wendy Sexsmith, ARLA Bob Friesen, FCA

Participants : Peter MacLeod, CropLife Keith Lockhart, Crompton
Shannon Coombs, ACMSC Dean Thompson, CCH
Jean Szkotnicki, ICSA Nicole Howe, FCA
Robert Woods, ARLA

Observateurs : Bill Boddis, AAC Randy Legault, CT

Secrétaire : Geraldine Graham, ARLA

1. Introduction

Wendy Sexsmith (ARLA) et Bob Friesen (FCA) accueillent les participants et chacun se présente.

2. Étiquettes en format électronique, site de traitement des demandes d'homologation

Carmen Krogh (ARLA) a fait le point sur les étiquettes en format électronique et l'arrivée de l'EDDÉnet (système électronique de livraison et d'évaluation des dossiers) comme site de traitement des demandes d'homologation sur Internet (voir présentation jointe). Ce site sera accessible dès le 1^{er} novembre 2001.

Discussion

En réponse à une question, on a indiqué que les modèles sont publiés sur le site de traitement des demandes d'homologation dès qu'ils sont harmonisés avec ceux des États-Unis.

3. Réévaluation et FQPA

Mise à jour et rapport d'étape

John Worgan (ARLA) a fait le point sur la réévaluation des insectifuges corporels, des peintures antisalissures à base de composés organiques de l'étain, des agents de préservation industriels du bois, des insecticides organophosphatés et des produits chimiques pour les pelouses (voir présentation jointe).

Discussion

Des documents de décisions réglementaires en matière d'insectifuges corporels seront publiés bientôt. Le fait que le Canada et les États-Unis ont des positions différentes vis-à-vis des produits qui sont à la fois insectifuges et écrans solaires soulève certaines inquiétudes.

Il sera très important que les intervenants fassent part à l'EPA de leurs commentaires sur le projet de politique scientifique de cette agence concernant l'évaluation du risque cumulatif associé aux pesticides organophosphatés, projet dont la publication est prévue en décembre 2001. On encourage les intervenants à faire parvenir une copie de leurs commentaires à l'ARLA ou à rencontrer des responsables de l'ARLA. Cette dernière utilisera la politique de l'EPA comme base pour sa propre politique qui sera publiée en 2002 sous forme de directive d'homologation.

Le secteur industriel s'est montré préoccupé par le fait que les processus semblent variables et que la possibilité de commenter la politique n'est pas clairement établie.

4. Statistiques sur les demandes d'homologation

Rapport d'efficacité et délais

Wendy Sexsmith (ARLA) a présenté les dernières statistiques portant sur la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2001, comparativement aux quatre années précédentes (voir acétate ci-joint).

Discussion

L'observateur du Conseil du Trésor a noté que le rendement semble s'orienter dans la bonne voie.

Un pourcentage plus élevé de demandes passent l'étape de l'examen préliminaire, comparativement à la période 2000-01 (p. ex. 75 % contre 37 % pour la catégorie A), mais cela pourrait s'expliquer par le fait qu'on utilise maintenant un processus moins rigoureux pour l'examen préliminaire.

En réponse à une question, on a indiqué que l'ARLA comptait publier à une date future un rapport annuel. Une grande partie de l'information qui serait présentée dans ce type de rapport est disponible sous différentes formes sur Internet, etc. L'industrie a insisté sur l'importance d'un rapport annuel. On a souligné que le REIR sur le recouvrement des coûts signalait que l'ARLA avait l'intention de lancer cette publication.

5. Subordination des demandes d'homologation

Mise à jour

Wendy Sexsmith (ARLA) a indiqué qu'une réunion aura lieu le 20 novembre 2001 pour parler de la subordination des demandes d'homologation. L'ARLA dira ce qu'elle attend des points de vue dont le secteur industriel a fait part antérieurement. On parlera également des impacts de diverses approches devant permettre à l'ARLA d'atteindre ses normes de rendement.

Discussion

On a fait remarquer qu'il est difficile de faire des comparaisons avec l'EPA (États-Unis), du fait que le processus de l'EPA pour la gestion des demandes est tout à fait différent du processus canadien.

6. Étiquetage bilingue

Mise à jour

Cameron Laing (ARLA) a fait le point sur l'élaboration d'une réglementation exigeant l'étiquetage bilingue des pesticides (voir acétate ci-joint).

Discussion

L'ACMSC a indiqué qu'elle soutenait cette initiative.

7. Base de données nationale sur les ventes de pesticides

Mise à jour

Cameron Laing (ARLA) a fait le point sur l'élaboration d'une base de données nationale sur les ventes de pesticides (voir présentation jointe).

Discussion

Le secteur industriel est préoccupé par la nécessité d'entrer manuellement les données dans le rapport, et non par voie électronique à partir d'un tableur par exemple.

Des études récentes ont montré que les données sur les ventes, bien qu'elles ne soient pas parfaites, peuvent remplacer utilement les données d'utilisation, l'une des composantes des indicateurs de risque.

8. Conformité

Vue d'ensemble

Daniel Chaput (ARLA) a présenté une vue d'ensemble sur le programme de conformité de l'ARLA (voir acétate ci-joint).

Discussion

En réponse à une question, il a été signalé qu'environ 1500 à 2000 inspections étaient effectuées chaque année. On a également expliqué que le programme de l'ARLA vise la conformité à la LPA, alors que l'ACIA vise la conformité aux LMR établies par l'ARLA conformément à la *Loi sur les aliments et les drogues*.

Une brochure expliquant l'imposition de sanctions administratives pécuniaires comme outil de coercition sera bientôt publiée.

Toute mesure de coercition, quel que soit le cas, est fondée sur la politique d'application de la loi de l'ARLA.

Le budget du programme de conformité représente environ 21 % du budget de l'ARLA.

9. Protection des données

Situation et rapport d'étape du groupe de travail du CCGE

Shannon Coombs (ACMSC) a fait le point sur l'élaboration d'une nouvelle politique de protection des données. Suite à l'examen de l'ébauche 13 du secteur industriel, l'ARLA a préparé un projet visant à incorporer dans la loi la nouvelle politique proposée. L'industrie a demandé qu'une décision soit prise quant à savoir si oui ou non une politique révisée pourrait être adoptée avant la ratification de la nouvelle loi, de façon à éviter de longs délais. Ce dernier point sera de nouveau discuté par l'équipe de direction de l'ARLA vers la mi-novembre.

10. OCDE-ALENA

Wendy Sexsmith (ARLA) a fait le point sur les formats universels de dossiers (pour les demandes d'homologation par les compagnies) et les monographies (examens par les gouvernements), le travail partagé à l'interne de l'ALENA et avec l'UE, les examens conjoints et les demandes d'homologation par voie électronique (voir acétate ci-joint). Cela comprenait un résumé sur les examens conjoints et les travaux partagés, en cours ou terminés.

Discussion

On a encouragé le secteur industriel à donner son accord pour permettre à l'ARLA de discuter des demandes d'homologation et de partager des monographies avec les organismes de réglementation d'autres pays. Le secteur est plus ou moins préoccupé par le partage de monographies car il se peut que la méthode canadienne d'évaluation du risque soit différente à certains égards des méthodes appliquées par d'autres pays.

L'ARLA a le sentiment que le secteur industriel est toujours très favorable au processus d'examen conjoint.

En réponse à une question, on a fait état d'un gain de 23 % du rendement grâce à la rationalisation des méthodes et à un certain nombre de demandes d'homologation faites par voie électronique. Pour passer à un gain de 40 %, l'objectif ciblé, il faut que l'industrie présente davantage de demandes d'homologation en format OCDE et qu'il y ait un plus grand nombre d'examens conjoints et de présentations de demandes par voie électronique.

11. Produits de la catégorie C

Mise à jour

Gil Flores (ARLA) a fait le point sur le processus en « traitement accéléré » de la catégorie C (voir acétate ci-joint). Une note réglementaire sera publiée pour clarifier les critères d'admissibilité à ce processus. Cela ne constitue aucun changement dans la politique.

12. RPCCDC

Mise à jour

Shannon Coombs (ACMSC) a indiqué que l'ACMSC souhaite que l'ARLA adopte les critères d'étiquetage du RPCCDC. L'ACMSC préfère le RPCCDC au Système d'harmonisation mondiale (SHM).

Discussion

Brenda Linke (ARLA) a signalé que le SHM se trouve au niveau du processus final d'acceptation dans le cadre de l'ONU. Les représentants des différents secteurs de réglementation, y compris celui des produits de consommation, se réuniront pour entamer des discussions préliminaires concernant la mise en oeuvre du processus. Il est possible qu'on garde certains éléments du RPCCDC, particulièrement ceux qui ne sont pas couverts par le SHM.

On a demandé que le SHM soit présenté à la prochaine réunion.

13. Rapport financier

Bob Woods (ARLA) a remis un sommaire des ressources de l'ARLA allouées par secteur d'activités pour une période de quatre années se terminant le 31 mars 2001, ainsi que les montants planifiés et prévus pour 2001-2002 (pièce jointe).

Discussion

En réponse à une question, on a indiqué qu'environ 8 millions de \$ du budget de l'ARLA proviennent des frais versés, le reste correspondant au budget de services votés du gouvernement fédéral (SC - 22 millions de \$, AAC - \$ 2 millions de \$).

14. Plan de travail

Examen et mise à jour

Le plan de travail a été examiné et mis à jour selon les besoins (pièce ci-jointe).

15. Conclusion et prochaine réunion

La prochaine réunion aura lieu fin février/début mars 2002 et en mai 2002. Les statistiques sur les demandes d'homologation seront présentées à la réunion de mai.